



**PRÉFET
DE SAINT-BARTHÉLEMY
ET DE SAINT-MARTIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
Service de la légalité et de la
réglementation
Bureau de la réglementation, des
affaires générales et des élections**

Fiche déclaration de la qualité culturelle des associations « loi 1905 »

1- Le cadre juridique

Cette fiche technique présente la nouvelle procédure de déclaration de la qualité culturelle d'une association auprès du préfet, à renouveler tous les cinq ans, prévue à l'article 19-1 du 9 décembre 1905 créé par la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

2- Qui est concerné ?

Est concernée toute association constituée conformément aux articles 18 et 19 de la loi de 1905, c'est-à-dire ayant pour objet exclusif l'exercice public d'un culte, ne portant pas atteinte à l'ordre public et respectant ses obligations statutaires et légales (tenue d'une assemblée générale annuelle, indication dans les statuts de la circonscription religieuse, clause de décision collégiale dite « anti-putsch »¹) et les obligations comptables prévues par la loi du 9 décembre 1905 (tenue de comptes annuels², déclaration de financements provenant de l'étranger³...).

Cette déclaration n'est nécessaire que pour une association qui souhaite bénéficier des avantages propres aux associations culturelles, dites « 1905 », ou continuer à en bénéficier, comme la possibilité d'émettre des reçus fiscaux au bénéfice des donateurs.

3- Quel calendrier ?

- Toute association culturelle constituée à compter du 26 août 2021 doit, pour bénéficier des avantages, avoir déclaré sa qualité culturelle.
- Toute association culturelle créée avant le 26 août 2021 et ne bénéficiant pas d'un rescrit ou d'une décision de non-opposition à libéralité en cours de validité doit, au plus tard le 30 juin 2023, mettre en conformité ses statuts (clause dite « anti-putsch » et indication de la circonscription religieuse⁴) et déclarer sa qualité culturelle pour pouvoir continuer à bénéficier des avantages accordés à cette catégorie d'associations.
- Les associations bénéficiant d'un rescrit ou d'une décision de non-opposition à une libéralité valable au-delà du 30 juin 2023 devront mettre leurs statuts en conformité et déclarer leur qualité culturelle avant l'expiration de leur rescrit ou décision de non-opposition pour continuer à bénéficier des avantages.

En revanche, l'obligation de déclaration des financements reçus directement ou indirectement de l'étranger s'applique à tous les financements reçus à compter du 25 avril 2022 (date d'entrée en vigueur du décret d'application du 22 avril 2022).

¹ Alinéa 4 de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905

² Article 21 de la loi du 9 décembre 1905

³ Article 19-3 de la loi du 9 décembre 1905 et article 910-1 du Code civil

⁴ Article 19 de la loi du 9 décembre 1905

4- Quels sont les avantages ?

- Capacité à recevoir des libéralités** : donations et legs (articles 19-2 de la loi de 1905 et 910 du code civil) ;
- Capacité à percevoir des dons ouvrant droit à avantage fiscal pour financer le culte** (articles 200 et 238 bis du code général des impôts) ;
- Possibilité de faire garantir par une commune ou un département un emprunt contracté pour financer la construction d'édifices répondant à des besoins collectifs à caractère religieux (articles L.2252-4 et L.3231-5 du code général des collectivités territoriales) ;
- Possibilité de faire financer par une personne publique des réparations des édifices du culte ainsi que des travaux d'accessibilité (article 19-2 de la loi de 1905) ;
- Possibilité de bénéficier d'un bail emphytéotique administratif à objet cultuel. La mise à disposition est d'une durée maximale de 99 ans, le bien – construit et entretenu à la charge de l'association cultuelle – revenant à la collectivité à l'échéance (article L.1311-2 du code général des collectivités territoriales) ;
- Possibilité de posséder et d'administrer des immeubles acquis à titre gratuit avec plafonnement des ressources issues de ces immeubles à 50 % du montant des ressources annuelles totales de l'association (article 19-2 de la loi de 1905) ;
- Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour le lieu de culte**, y compris pour les dépendances immédiates et nécessaires (article 1382 4° du code général des impôts) ;
- Exonération des droits de mutation à titre gratuit** (article 795 10° du code général des impôts) ;
- Possibilité de se constituer sous forme d'union d'associations cultuelles** (article 20 de la loi de 1905) qui bénéficient des mêmes avantages.

5-Quelles sont les pièces à joindre au dossier ?

Le dossier, outre les informations relatives à l'association (coordonnées de l'association et de ses dirigeants), doit contenir les documents suivants – énumérés à l'article 32-1 du décret de 1906 :

- 1° Les statuts de l'association ;
- 2° Les noms, prénom(s), profession, domicile et nationalité de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ;
- 3° Le budget prévisionnel de l'exercice en cours ;
- 4° Les comptes annuels des trois derniers exercices clos ou, si l'association a été créée depuis moins de trois ans, les comptes des exercices clos depuis sa date de création ;
- 5° Toute justification tendant à établir que l'association bénéficiaire réunit les conditions requises pour être qualifiée d'association cultuelle mentionnée aux articles 18 et 19 de la loi du 19 décembre 1905 ;
- 6° La liste des lieux dans lesquels elle organise habituellement l'exercice public du culte ;
- 7° Pour les unions, la liste des associations membres.

6- Quelle est la procédure ?

La déclaration, accompagnée des pièces justificatives, est effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception adressée à la préfecture ou au moyen du formulaire de télé-déclaration sur le site Internet :

<https://contacts-demarches.interieur.gouv.fr/associations/declaration-qualite-cultuelle/>

Declaration sheet of the religious quality of associations "law 1905"

1- The legal framework

This technical sheet presents the new procedure for declaring the religious quality of an association to the prefect, to be renewed every five years, provided for in article 19-1 of December 9, 1905 created by the law of August 24, 2021 confirming the respect for the principles of the Republic.

2- Who is affected?

Is concerned any association constituted in accordance with articles 18 and 19 of the law of 1905, that is to say having as its exclusive object the public exercise of a religion, not infringing public order and respecting its obligations: statutory and legal (holding of an annual general meeting, indication in the statutes of the religious constituency, collegial decision clause known as "anti-coup"¹) and the accounting obligations provided for by the law of December 9, 1905 (keeping of annual accounts², declaration of funding from abroad³...).

This declaration is only necessary for an association that wishes to benefit from the advantages specific to religious associations, known as "1905", or continue to benefit from them, such as the possibility of issuing tax receipts for the benefit of donors.

3- What schedule?

- Any religious association formed as of August 26, 2021 must, to benefit from the advantages, have declared its religious quality.

- Any religious association created before August 26, 2021 and not benefiting from a valid rescript or decision of non-opposition to liberality must, no later than June 30, 2023, bring its statutes into conformity (clause so-called "anti-coup" and indication of the religious constituency¹) and declare its religious status in order to continue to benefit from the advantages granted to this category of associations.

- Associations benefiting from a rescript or a decision of non-opposition to a donation valid beyond June 30, 2023 must bring their statutes into conformity and declare their religious quality before the expiry of their rescript or decision of non-opposition to continue to benefit from the advantages.

On the other hand, the obligation to declare funding received directly or indirectly from abroad applies to all funding received from April 25, 2022 (date of entry into force of the implementing decree of April 22, 2022).

4- What are the benefits?

Capacity to receive liberalities: donations and legacies (articles 19-2 of the law of 1905 and 910 of the civil code);

Ability to receive donations giving rise to tax benefits to finance worship (articles 200 and 238 bis of the general tax code);

Possibility of having a municipality or department guarantee a loan contracted to finance the construction of buildings meeting collective needs of a religious nature (articles L.2252-4 and L.3231-5 of the general code of local authorities);

Possibility of having a public body finance repairs to places of worship as well as accessibility works (article 19-2 of the law of 1905);

Possibility of benefiting from an administrative emphyteutic lease with a religious object. The provision is for a maximum period of 99 years; the property – built and maintained at the expense of the religious association – returning to the community at maturity (article L.1311-2

Tél. : 05.90.52.30.50

ME : REGLEMENTATION@SAINT-BARTH-SAINT-MARTIN.GOUV.FR

ADRESSE POSTALE : 23 RUE DE SPRING 97150 SAINT-MARTIN

www.saint-barthelemy.gouv.fr

of the general code of local authorities);

Possibility of owning and administering buildings acquired free of charge with a cap on resources from these buildings at 50% of the amount of the association's total annual resources (article 19-2 of the law of 1905);

Exemption from property tax on properties built for the place of worship, including immediate and necessary outbuildings (article 1382 4° of the general tax code);

Exemption from transfer duties free of charge (article 795 10° of the general tax code);

Possibility of forming a union of worship associations (article 20 of the law of 1905) which enjoy the same advantages.

5-What are the documents to attach to the file?

The file, in addition to information relating to the association (contact details of the association and its leaders), must contain the following documents – listed in article 32-1 of the 1906 decree:

1° The statutes of the association;

2° The surnames, first name(s), profession, domicile and nationality of those who, in any capacity, are responsible for its administration;

3° The estimated budget for the current financial year;

4° The annual accounts for the last three financial years closed or, if the association was created less than three years ago, the accounts for the financial years closed since its creation date;

5° Any justification tending to establish that the beneficiary association meets the conditions required to be qualified as a religious association mentioned in Articles 18 and 19 of the law of 19 December 1905;

6° The list of places in which it usually organizes the public exercise of worship;

7° For the unions, the list of member associations.

6- What is the procedure?

The declaration, accompanied by supporting documents, is made by registered mail with acknowledgment of receipt addressed to the prefecture or by means of the electronic declaration form on the website:

<https://contacts-demarches.interieur.gouv.fr/associations/declaration-qualite-cultuelle/>